

ment et de la guerre mondiale. Notre préoccupation était double; l'effondrement du système économique et les conflits commerciaux que cela entraînait avaient été en effet l'une des causes profondes de la Seconde Guerre mondiale; plus près de nous, un conflit sur le plan du commerce entre les États-Unis et le Marché commun laisserait le Canada entièrement seul, incapable d'adhérer au Marché commun pour diverses raisons, dont la moindre n'est pas notre interdépendance économique avec les États-Unis, et peu désireux de former un Marché commun avec ces derniers, choix qui nous conduirait en très peu de temps de l'interdépendance à la dépendance absolue.

Nous avons entamé sur-le-champ une série de conversations avec les États-Unis, la Commission économique européenne, les États membres du Marché commun et les Britanniques, conversations qui se poursuivent toujours. Nous avons trouvé qu'il y avait un rôle effectif que nous pouvions jouer pour servir nos intérêts nationaux et la cause commune du monde du commerce. Nous négocions présentement avec le Marché commun afin de placer nos négociations avec lui sur une base plus systématique qui équivaldrait, si nous le pouvons, au fonctionnement des comités ministériels mixtes que nous avons avec les États-Unis et le Japon.

Cette initiative de notre part a eu deux bons effets. Elle nous a permis de bien représenter au Marché commun la réalité de notre position, et l'intérêt fort et légitime que nous avons à l'égard d'arrangements commerciaux aussi libéraux que possible. Je crois aussi qu'en ayant à converser avec nous, les deux parties ont été amenées, à un moment où elles étaient préoccupées par des problèmes et des priorités d'ordre interne, à penser davantage l'une à l'autre.

Le second grand changement à survenir dans le monde du commerce auquel nous appartenons a été le miracle économique du Japon. Je n'ai pas besoin de rappeler à mon auditoire que le Japon est le troisième grand partenaire commercial du Canada, après les États-Unis et la Grande-Bretagne, et que nos échanges commerciaux avec ce pays sont en expansion rapide. Le Japon est probablement le plus grand partenaire de commerce étranger de la Colombie-Britannique. Ce à quoi nous pensons moins souvent, c'est que le Japon est déjà une puissance économique régionale de première envergure, qui domine l'économie du Sud et du Sud-Est asiatiques et qui a déjà, sur le plan du commerce mondial, une influence prépondérante, susceptible de croître plutôt que de s'affaiblir.

**LIENS ÉTROITS ENTRE LE CANADA ET LES E.-U.**  
Dans notre monde commercial, les États-Unis ne jouissent plus d'une position incontestée de chef de file. Ils demeurent l'unité économique la plus puis-

sante du monde, mais un défi leur est lancé, à l'Est, par le Marché commun, à l'Ouest par le Japon. Tous les bons Canadiens devraient souhaiter matin et soir que l'économie américaine continue de prospérer. Nos liens sont si étroits que nous prospérerons ensemble ou souffrirons ensemble. Il y eut un temps l'an dernier où nous avons pensé que les Américains essayaient de se désengager à notre égard. Heureusement, ce danger semble avoir reculé.

Mon Gouvernement a toujours cherché à diversifier au maximum notre commerce d'exportation, nous rendant par là moins vulnérables, dans la mesure du possible, aux vicissitudes du marché américain et aux changements de la politique économique des États-Unis. Je tiens à ne laisser aucun doute là-dessus. A l'heure actuelle, les États-Unis absorbent environ 65 p. 100 de nos exportations. Nous sommes très heureux qu'il en soit ainsi, mais nous devons nous demander si, pour un pays déterminé à rester libre et à diriger sa propre économie nous avons tiré pleinement avantage des possibilités offertes par d'autres marchés en expansion.

En recherchant une plus grande diversification de notre commerce d'exportation, nous ne cherchons pas à réduire d'un centime la valeur en dollars de nos exportations vers les États-Unis. Non, nous espérons que cette valeur continuera d'augmenter. L'objectif que poursuit le Gouvernement — j'ajouterais dans l'intérêt national et dans l'intérêt de la communauté du commerce, — c'est un taux d'accroissement plus rapide de nos exportations vers le reste du monde, pour que la proportion du total qui se dirige vers les États-Unis puisse au moins se stabiliser et, ce qui serait encore mieux, se limiter quelque peu après un certain nombre d'années.

Je ne m'attarderai pas à vous exposer la morale de tout ceci, qui doit vous être bien évidente. Gardez et exploitez vos marchés aux États-Unis; il n'y a en effet nulle part ailleurs sur terre, pour les marchandises canadiennes, un marché ou un ensemble de marchés qui puisse remplacer les États-Unis. En même temps, je vous inviterais, en tant que Canadien désireux, comme vous, de voir ce pays rester fort, indépendant et prospère, à élargir vos horizons financiers et commerciaux, tout comme le Gouvernement a élargi ses horizons politiques. Le monde des années 70 n'est plus celui des années 60 ou 50. Certaines gens croient qu'en raison de la formation de blocs de commerce, le monde se referme sur nous et bloque nos débouchés. Je ne partage pas ce point de vue. Le monde devient, en réalité, plus interdépendant. Dans la position unique que lui confère sa nature de nation hybride, à la fois pays industrialisé aux vastes ressources et pays, dans une certaine mesure, en voie de développement, le Canada ne peut retirer que des avantages de cette interdépendance croissante...

\* \* \* \* \*